

24.09.2020 - 09:35 Uhr

Journée mondiale de la contraception, 26.09.20 - Choisir sa contraception : un luxe réservé aux riches ?

Bern (ots) -

En Suisse, le choix du moyen de contraception dépend des revenus personnels. En temps de crises, les personnes touchées par la pauvreté sont dépendantes de dons privés pour éviter les grossesses non voulues. C'est ce que montre le rapport de SANTÉ SEXUELLE SUISSE suite à la mise à disposition d'un fonds en période de covid-19. La contraception en tant qu'affaire privée empêche les personnes en situation précaire d'agir de manière responsable pour leur santé. C'est pourquoi SANTÉ SEXUELLE SUISSE rend public le rapport du projet et lance un spot vidéo à l'occasion de la Journée mondiale de la contraception du 26 septembre. SSCH appelle les politiques à agir : tout le monde, y compris les personnes avec peu de moyens, devrait pouvoir décider librement de sa contraception.

Les méthodes de contraception sûres de longue durée sont coûteuses. L'investissement pour ce type de méthodes dépasse largement le budget des personnes vivant dans la précarité. Pourtant, utilisés sur une longue période, ces méthodes deviennent moins onéreuses au final. Dans le contexte de pandémie de coronavirus, la situation financière de nombreuses personnes et familles s'est encore aggravée. SANTÉ SEXUELLE SUISSE a pu mettre en place, avec l'aide de la Chaîne du Bonheur, un fonds destiné à apporter un soutien financier aux personnes qui subissent les répercussions directes de la crise sanitaire, afin de leur assurer l'accès aux méthodes de contraception de leur choix. Deux tiers des demandes présentées concernent des familles.

Les résultats le prouvent : la Suisse a besoin d'une solution durable en matière de contraception, qui soit conforme au principe de l'Agenda 2030 de l'ONU "Ne laisser personne de côté". La conseillère nationale Léonore Porchet et la co-présidente de l'Intergroupe parlementaire pour la santé sexuelle et les droits ont déposé un postulat qui demande au Conseil fédéral de présenter un rapport sur l'accès à la contraception en Suisse pendant la pandémie de covid-19, et de proposer des solutions... Pour que chacun, y compris ceux qui vivent dans la pauvreté, ait accès à la contraception.

L'accès à la contraception est important car il contribue à la fois à la promotion de la santé, et aussi au renforcement du statut de la femme : sur les plans personnel, familial, professionnel et économique. En revanche, l'absence de contraception constitue un danger pour la santé et augmente le risque de grossesses non voulues. Fin juin, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a appelé les États à améliorer cet accès dans une [résolution \(2331 / 2020\)](#). La contraception doit être considérée comme une prestation essentielle de santé, et faire partie intégrante des soins de santé généraux. Dans ses nouvelles directives sur la CEDEF (Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes - [CEDAW](#) en anglais) et sur le covid-19, le Comité d'expert.e.s - qui contrôle la mise en oeuvre de la Convention de l'ONU sur les droits des femmes, appelle lui-aussi les États à proposer des prestations de santé sexuelle et reproductive, y compris des contraceptifs, gratuitement si nécessaire.

À l'occasion de la Journée mondiale de la contraception du 26 septembre, SANTÉ SEXUELLE SUISSE veut toucher les responsables politiques avec un [spot vidéo](#). Ce dernier s'inscrit dans le cadre de la campagne Because she counts de Countdown 2030 Europe. Nous revendiquons un accès à la contraception pour toutes et tous*, fondé sur les droits et sans obstacles ; en Suisse et dans le cadre de la coopération internationale. Les responsables politiques doivent agir, maintenant !

Contact:

SANTÉ SEXUELLE SUISSE
Daniela Enzler
Responsable Communication
daniela.enzler@sante-sexuelle.ch
031 311 44 08

Jacqueline Fellay Co-Présidente de SSCH
jacqueline.fellay@sipe-vs.ch

079 686 02 69

Noemi Grütter Co-Présidente et Membre du Réseau Jeunes SSCH
noemi.gruetter@hotmail.com
079 922 75 94

Rapport Fonds COVID-19:
Christine Sieber
christine.sieber@sexuelle-gesundheit.ch
031 311 44 08

Postulat:
Léonore Porchet Conseillère nationale, Groupe des verts, Vaud
Co-Présidente de l'Intergroupe parlementaire pour la santé sexuelle et les droits www.leonoreporchet.ch
leonore.porchet@parl.ch
079 350 67 43

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100018510/100856060> abgerufen werden.